

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1563 - 14 février 1991 - 3,5 F

### D 1563 GUATEMALA: PAYSANS MASSACRÉS À SANTIAGO ATITLÁN

Alors que le président Cerezo arrivait en fin de mandat et que le premier tour des élections présidentielles avait eu lieu le 11 novembre 1990, l'armée tirait dans une foule d'indiens le 2 décembre à Santiago Atitlán, dans le département de Solalá. Bilan: 13 morts et 17 blessés. Suite à une tentative d'enlèvement d'un commerçant du village de Panabaj le 1er décembre au soir, une foule de quelque 5.000 habitants de la ville voisine de Santiago Atitlán se dirigeait dans la nuit pour protester devant le cantonnement de l'armée de Panabaj. Le cortège, sous la conduite du maire, n'avait pour banderoles que des drapeaux blancs. C'est alors que, délibérément, les militaires ont ouvert le feu sur les gens. Ce nouvel événement tragique dans cette région indienne vient grossir une liste déjà longue d'exactions contre des populations civiles sans défense depuis une dizaine d'années (cf. DIAL D 1386). Le nouveau président de la République, Jorge Serrano, élu le 6 janvier 1991, va devoir essayer à son tour de lutter contre un retour inquiétant de la violence politique (cf. DIAL D 1473), et de poursuivre les négociations avec la guérilla (cf. DIAL D 1526 et 1537).

Ci-dessous textes sur le massacre de Santiago Atitlán tirés de *Noticias de Guatemala* de décembre 1990 pour le premier, et de *Carta a las Iglesias* du 1/15 décembre 1990 pour le second.

Note DIAL

## LE MASSACRE DES INDIENS TZ'UTUJILES À SANTIAGO ATITLÁN

### 1. Les faits

D'après le témoignage des survivants, des autorités civiles de l'endroit et du rapport du procureur des droits de l'homme, Ramiro de León Carpio, les faits ont commencé le 1er décembre quand, vers 22 H, des militaires ont essayé d'enlever M. Andrés Ajuchán, ce qui a déclenché l'alarme parmi la population (1). Celle-ci s'est rassemblée en grand nombre pour s'opposer à la séquestration et a mis les militaires en fuite.

Le maire de l'endroit, Delfino Rodas Tobías, et le maire élu Salvador Ramírez y Ramírez, accompagnés d'une foule d'environ cinq mille habitants de Santiago Atitlán, se sont dirigés aux environs de 1 H du matin du dimanche 2 décembre vers le détachement militaire cantonné à Panabaj pour demander aux militaires des explications sur la tentative d'enlèvement. La marche pacifique se déroulait symboliquement derrière des drapeaux blancs. Au moment où le maire s'approchait du cantonnement pour parler aux autorités militaires au nom des nombreux manifestants, le chef du détachement a donné l'ordre de tirer contre la foule sans défense. Bilan: 13 paysans tués et plus de 20 autres blessés, dont 1 devait mourir ensuite à l'hôpital (2).

[1] Des voisins alertés, ont sonné la cloche de l'église [NdT].

[2] Le procureur, dans le rapport ci-dessous, parle de 11 morts sur le champ, de 2 morts à l'hôpital et de 17 blessés [NdT].

A la différence des autres fois où l'armée avait manipulé les faits pour camoufler sa responsabilité, comme dans le cas d'El Aguacate par exemple, l'armée se trouve cette fois-ci acculée à reconnaître les faits en raison des preuves et des accusations des témoins. Aussi le ministre de la défense, le général Juan Bolaños, a-t-il été amené à improviser des explications tortueuses afin d'éviter au moins une mise en cause de l'armée. Mais devant l'évidence des preuves, l'armée est tenue pour coupable de ce crime barbare par la plupart des milieux politiques du Guatemala, en particulier le procureur des droits de l'homme, le Congrès de la République ainsi que les différentes centrales syndicales et organisations populaires; par d'importants organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, et par la population de Santiago Atitlán.

Ce nouveau massacre collectif ne peut aucunement être attribué à une bavure des officiers et de la troupe cantonnée à cet endroit, et encore moins à un prétendu état d'ébriété, quand on connaît le "professionnalisme" dont l'armée guatémaltèque a fait montre à plusieurs reprises et qui est caractérisé par la centralisation des décisions militaires. Conformément aux normes et à la structure hiérarchique, toute décision d'ouverture du feu et de combat passe par le commandement militaire. C'est ainsi qu'a été décidé le massacre de plus de trois cents paysans indiens à Panzos, dans le Alta Verapaz, en 1978 (3). C'est ainsi qu'a été exécuté le massacre de trente-neuf paysans et dirigeants populaires dans l'ambassade d'Espagne en 1980 (4). C'est ainsi qu'a été ordonnée la politique de terre brûlée pour plus de quatre cent quarante villages de l'altiplano guatémaltèque entre 1982 et 1984 (5), ainsi que le massacre de vingt-six paysans dans le village d'El Aguacate en novembre 1988, pour ne citer que quelques-uns des faits les plus significatifs dans l'histoire récente du pays.

C'est pourquoi le massacre des Tz'utujiles ne peut être expliqué que dans le cadre d'un plan conçu par les militaires guatémaltèques pour contenir un mécontentement populaire grandissant. Ce mécontentement résulte d'années d'occupation illégitime des villages, d'attaques continuelles contre la population, du déni de tout droit et de toute reconnaissance de la condition humaine des gens, du rejet de leurs droits de citoyens, en particulier pour les Indiens qui constituent la grande majorité du peuple guatémaltèque.

Comme le dénonce la population de Santiago Atitlán, ce nouveau crime n'est pas isolé. Le peuple atitlèque fait l'objet depuis 1979, date à laquelle le détachement militaire a établi là son cantonnement, de constantes alarmes et inquiétudes. Il convient de rappeler que dans cette région, en 1980, a été enlevé et assassiné Gaspar Culán Yats, le directeur de l'Ecole radiophonique "La voix d'Atitlán"; en 1981 a été assassiné le prêtre nord-américain Francisco Rother qui travaillait dans la localité (6); en 1983 s'est produit un massacre dans le village de Chacayá, sur le territoire de la même commune. Suite à ces multiples événements répressifs et menaces contre la population de Santiago Atitlán, la Commission des droits de l'homme du Guatemala a lancé en 1985 la campagne "Santiago Atitlán, la préparation d'un nouveau massacre". En 1986 cette même commission a lancé une nouvelle opération: "Santiago Atitlán, graves menaces sur ses habitants". Et en 1989, elle a lancé un nouvel appel suite aux constantes intimidations de l'armée.

Il s'ensuit que n'est pas recevable l'explication selon laquelle le massacre des Tz'utujiles serait "une bavure des officiers et des soldats du détachement", tout comme il n'est pas acceptable de présenter comme seuls responsables le lieutenant José Antonio Ortiz et le sergent-chef Efraín García González. Ceux-ci ont été choisis par la justice militaire comme boucs émissaires dans un procès inévitable, afin de ne pas impliquer le haut commandement militaire et les autres membres du détache-

[3] Cf. DIAL D 452 et 462 (NdT).

[4] Cf. DIAL D 599, 601 et 607 (NdT).

[5] Cf. DIAL D 791, 799, 808, 838, 859, 934 et 978 (NdT).

[6] Cf. DIAL D 730 (NdT).

ment qui ont exécuté l'ordre de tirer aveuglément sur la foule qui exerçait son droit de défendre la vie.

## 2. Extraits du rapport du procureur

(...) Dans le cas présent nous sommes devant un fait abject de massacre de paysans que le droit international qualifie de génocide. Le procureur, comme il a été dit, a vérifié qu'il y a eu tuerie d'habitants indiens de la commune de Santiago Atitlán; qu'il y a originellement onze morts, auxquels s'en sont ajoutés deux autres qui avaient été blessés, soit au total treize morts et dix-sept blessés; que cette action a été exécutée à courte distance et sans aucune justification, puisqu'il a été prouvé que ne s'est produit auparavant aucun acte de violence contre les membres de l'armée; que cela donne la mesure de la gravité des événements, puisqu'il est évident qu'en l'occurrence le pouvoir militaire a été exercé contre une population civile spécifique; et qu'il s'agit là de l'aboutissement de nombreux autres faits, lesquels ont été dénoncés et corroborés par les habitants de cette commune auprès du procureur des droits de l'homme, faits dont ils attribuent la responsabilité à des membres de l'armée guatémaltèque.

(...) Il importe de préciser qu'il ne s'agit pas simplement d'un nouveau massacre, mais qu'en raison des évidences comme des déclarations de nombreuses personnes du secrétariat, il a été vérifié que cet événement s'inscrit dans la suite de nombreux actes d'intimidation, d'abus d'autorité, de répression, de contrôles de la population, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées, actes dont l'armée guatémaltèque est accusée et rendue responsable et dont la gravité est telle que la clameur populaire exige le démantèlement et le départ du détachement militaire de la région.

C'est ainsi qu'entre autres faits, les voisins ont raconté de façon convergente que, dans ce fameux détachement militaire, les habitants qui passent devant ses locaux en portant du bois sont contraints d'en laisser une partie aux militaires; les gens qui vont cultiver leurs champs et emportent avec eux leur nourriture se voient subtiliser une partie par les militaires sous prétexte qu'elle pourrait servir au ravitaillement des guérilleros; d'autres habitants ont l'interdiction d'aller travailler aux champs situés en dehors de la circonscription territoriale, ce qui fait que beaucoup de gens ont abandonné leurs cultures et leurs terres. (...)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)